

## Actions du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement en matière de coopération internationale

Les actions du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en matière de coopération internationale<sup>1</sup> s'articulent, de façon presque indissociable, autour de deux des quatre priorités de l'action gouvernementale<sup>2</sup> : le pilier solidarité et le pilier gouvernance. En effet, le Bureau est sollicité pour son expertise en matière de participation publique<sup>3</sup> sur des projets susceptibles d'avoir des répercussions majeures sur l'environnement et sur des questions d'ordre général relatives à la qualité de l'environnement que lui soumet le ministre responsable de l'Environnement. Les efforts de l'organisme se concentrent sur le transfert de cette expertise, en faisant ressortir les bonnes pratiques en matière de participation publique, et sur l'approche développée par les commissions d'enquête du BAPE pour prendre en compte les principes de développement durable<sup>4</sup> dans l'analyse des enjeux soulevés par les projets.

### Le BAPE : une source d'inspiration

- L'expertise développée depuis 40 ans, en matière de diffusion d'information sur les projets et de consultation publique, est assez unique ;
- Les éléments qui suscitent l'attention : l'indépendance et l'impartialité des commissions, la transparence et l'accessibilité des procédures, le caractère non judiciaire des audiences publiques, l'encadrement de l'éthique et de la déontologie de même que la présomption d'obligation d'intervention à la demande de citoyens ;
- L'originalité de cette expertise repose également sur des procédures établies par règlements du gouvernement de même que sur des façons de faire éprouvées ;
- Depuis 20 ans, le BAPE a reçu et rencontré plusieurs délégations de même que des stagiaires intéressés par le modèle québécois de consultation en environnement<sup>5</sup>. Plus particulièrement au cours des trois dernières années, les personnes rencontrées provenaient des pays suivants : Algérie, Bénin, Côte d'Ivoire, France, Inde, Ouganda, Congo, Danemark, Norvège, Paraguay, Suisse ;

---

1. Une synthèse est présentée à l'annexe 1 sous forme de tableaux alors que le détail fait l'objet de l'annexe 2.

2. En référence aux quatre piliers indiqués dans une note de cadrage du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, datée du 12 décembre 2012, en vue d'élaborer un Plan d'action Afrique.

3. Les éléments qui suscitent l'attention : l'indépendance et l'impartialité des commissions, la transparence et l'accessibilité des procédures, le caractère non judiciaire des audiences publiques, les pouvoirs d'enquête des commissaires, l'encadrement de l'éthique et de la déontologie de même que la présomption d'obligation d'intervention à la demande de citoyens.

4. Depuis la création du BAPE en 1978, ses commissions d'enquête utilisent, dans leur analyse, une notion large de l'environnement qui intègre tant les aspects biophysique, social qu'économique. Ces trois aspects sont considérés comme les piliers du concept de développement durable. Depuis 2007-2008, les commissions du BAPE utilisent comme grille d'analyse les 16 principes de développement durable de la *Loi sur le développement durable*.

5. Les personnes rencontrées provenaient des pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Australie (Tasmanie), Belgique, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Chine, Danemark (échange téléphonique), Égypte, États-Unis, Éthiopie, France, Inde, Japon, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Norvège, Nouvelle-Guinée, Ouganda, Paraguay, Pays-Bas, Roumanie, Russie, Sénégal, Suisse, Tanzanie, Tchad et Togo.

- Jusqu'à maintenant, en plus d'être étudiées dans le cadre de colloques, de conférences ou de séminaires de formation, les façons de faire du BAPE ont servi de modèle. Par exemple :
  - l'Office de consultation publique de Montréal ;
  - la Commission nationale du débat public (CNDP) en France s'est inspirée du BAPE pour organiser ses débats publics ;
  - La Compagnie nationale des commissaires enquêteurs (CNCE), en France, s'est inspirée du Code de déontologie des membres du BAPE pour établir le sien et s'est intéressée aux procédures de consultation publique du BAPE ;
  - Plusieurs missions impliquant le BAPE, la CNDP et la CNCE ont été réalisées afin notamment de développer un lieu commun d'échange d'informations ;
  - Certains pays africains, ayant mis en place un processus d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour les projets financés par les grandes banques mondiales, ont développé un processus de consultation publique qui s'inspire, à certains égards, de celui du Québec.

### **À quoi servent les actions de rayonnement du BAPE ?**

- Les efforts du BAPE en matière de coopération et de rayonnement international répondent aux nombreuses demandes reçues annuellement, soit directement ou soit par l'entremise d'autres ministères, notamment le MRIFCE, le MDDEFP et le MRN ;
- Au Québec, nos efforts servent à mieux faire connaître le processus de consultation publique auprès de différentes clientèles : citoyens, groupes dédiés à la protection de l'environnement, jeunes, promoteurs de même que les ministères et organismes invités. L'objectif est de favoriser et d'améliorer la participation publique dans le cadre des mandats confiés au BAPE afin que les citoyens du Québec soient bien informés et consultés et que leurs considérations soient prises en compte pour s'assurer que, si des projets sont approuvés par le gouvernement, ils puissent bénéficier du meilleur contexte d'insertion possible ;
- Les activités de rayonnement du BAPE participent également à l'un des 16 principes de la *Loi sur le développement durable*, « Partenariat et coopération intergouvernementale » ;
- Elles permettent aussi de mettre en valeur l'expertise publique québécoise sur la scène internationale, notamment par l'entremise du Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise de l'École nationale d'administration publique (ENAP) ;
- Au regard de la Politique internationale du Québec (2006), nos efforts s'inscrivent dans l'objectif de contribuer à l'effort de solidarité internationale dont la priorité est d'orienter la contribution du Québec en matière d'aide vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance. Une telle participation constitue un levier politique permettant au Québec d'avoir une influence sur un certain nombre d'enjeux internationaux ;
- Les activités de rayonnement du BAPE s'insèrent également dans les travaux de la Francophonie dans deux domaines d'intérêt pour le Québec, soit le développement durable et l'environnement ;
- Les activités de rayonnement du BAPE suscitent également la fierté chez notre personnel et contribuent à leur engagement à l'égard de notre mission.

# Annexe 1

## Synthèse des activités réalisées

Année financière	LISTE DES ACTIVITÉS IMPLIQUANT UN VOLET INTERNATIONAL Période 2007 à aujourd'hui
2017-2018	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des membres du Département du Développement durable du gouvernement de la Wallonie ont effectué une mission au Québec du 25 septembre au 2 octobre 2017 et ont été accueillis au BAPE.</li> </ul>
2016-2017	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation du BAPE à l'enquête d'une recherche doctorale –Institut Français de Géopolitique/RTE;</li> <li>Accueil de représentant du Conseil national de l'Alimentation (France) dans le cadre de leur réflexion sur la mise en place du débat public de l'alimentation en France.</li> </ul>
2015-2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accueil de deux cadres marocains de l'Office National de L'Énergie et de l'Eau du Maroc, responsables des évaluations environnementales liées aux installations d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau. Ils désiraient connaître le processus d'évaluation environnementale québécois incluant le volet consultation publique.</li> </ul>
2014-2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans le cadre d'une entente de coopération tripartite signée en 2011-2012 entre le BAPE et deux organismes de la France, la Commission nationale du débat public (CNDP) et la Compagnie nationale des commissaires enquêteurs (CNCE), le président et la vice-présidente de la CNDP ont effectué une mission d'une semaine en avril 2014 pour mieux comprendre les processus de participation publique au Québec. Le BAPE a été invité par la CNDP à participer à une conférence internationale, tenue à Paris en juin 2014 sur le thème « Le citoyen et la décision publique : Enjeux de légitimité et d'efficacité ».</li> <li>Une rencontre a également été tenue avec le directeur général de l'Office international de l'eau sur les types de participation citoyenne visant à bonifier les décisions sur la gestion de l'eau.</li> <li>Le BAPE a reçu des délégations, des organismes ou des personnes qui ont sollicité des rencontres afin de mieux connaître sa mission et ses travaux. Les personnes rencontrées venaient du Burundi, de la France, de la Toscane (Italie), du Kenya, de la Tanzanie et de la Zambie.</li> </ul>
2013-2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>Publication d'un ouvrage : <i>Lanmafankpotin</i>, Georges, P. André, K. Samoura, L. Côté, R. Beaudet et M. Bernier (2013). <i>La participation publique en évaluation environnementale en Afrique francophone</i>. Québec, Institut de la Francophonie pour le développement durable, Points de repère, no 23, 186 pages.</li> <li>Membre du Comité interministériel sur le Plan d'action Afrique du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur.</li> <li>Le BAPE a reçu des délégations, des organismes ou des personnes provenant de l'étranger, qui ont sollicité des rencontres afin de mieux connaître sa mission et ses travaux. Les personnes rencontrées venaient de l'Alberta, de la Belgique et de la France (Commission sénatoriale du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire, Fondation nationale entreprise et performance).</li> </ul>

2012-2013	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite du projet de recherche-action portant sur la Participation citoyenne en évaluation environnementale – Perspective comparative ;</li> <li>• Membre des comités scientifique et organisateur du 17<sup>e</sup> Colloque international en évaluation environnementale organisé par le Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE) à Montréal ;</li> <li>• Collaborations aux plans scientifique et technique à la 16<sup>e</sup> École d'été en évaluation environnementale organisée par l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) et le SIFÉE à Montréal;</li> <li>• Membre du Comité interministériel sur le Plan d'action Afrique du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur.</li> </ul>
2010-2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à la 14<sup>e</sup> École d'été de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) ;</li> <li>• Participation au 15<sup>e</sup> Colloque du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE) réunissant des pays de la Francophonie ;</li> <li>• Lancement du projet de recherche-action portant sur la Participation citoyenne en évaluation environnementale – Perspective comparative ;</li> <li>• Poursuite des pourparlers sur les bases de la coopération avec les présidents de la Commission nationale du débat public et de la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs, organismes établis en France.</li> </ul>
2009-2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cinq ententes de partage d'information et d'expertise, dont chacune a fait l'objet d'une signature à titre de <i>Déclaration commune</i>, ont été conclues avec un ministère et quatre organisations de l'Afrique francophone : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie du Burkina Faso ;</li> <li>○ l'Association burkinabè des commissaires enquêteurs (Burkina Faso) ;</li> <li>○ l'Organisation pour la défense de l'environnement au Burundi ;</li> <li>○ l'Aire marine protégée de Joal-Fadiouth (Sénégal) ;</li> <li>○ l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (Guinée, Mauritanie, Mali et Sénégal).</li> </ul> <p>Ces ententes sont les résultats de la participation du BAPE à la conférence internationale Dakar 2009 <i>La participation publique en environnement : vers un développement durable par une gouvernance démocratique</i>.</p> </li> <li>• Participation à un séminaire à l'intention de membres de la Commission « Coopération et développement » de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, à Lomé au Togo ;</li> <li>• Pourparlers sur les bases de la coopération avec les présidents de la Commission nationale du débat public et de la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs, organismes établis en France.</li> </ul>

2008-2009	<p><b>Nombre et type de délégation étrangère reçue :</b></p> <p>Une délégation de l'Institut national d'administration publique de la Roumanie a effectué une mission au Québec au cours de laquelle le BAPE a présenté son organisation, le cadre qui le régit, le mode de fonctionnement de ses commissions d'enquête et son processus de participation publique.</p> <p>Le secrétaire à l'information et à la communication de l'Association béninoise des professionnels en évaluation environnementale a fait un stage de deux mois au BAPE, dont l'objectif était d'améliorer l'efficacité de la participation publique au Bénin.</p> <p><b>Nombre et type d'activités avec l'extérieur :</b></p> <p>Le BAPE a participé aux cinq événements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à Québec, comme président du jury de sélection du Prix de IAPC 2008 décerné pour la gestion innovatrice en environnement, à l'occasion de l'évènement <i>Reconnaissance de l'innovation et l'établissement des leaders dans l'administration publique du Canada</i> ;</li> <li>• à Québec, participation à la 12<sup>e</sup> École d'été de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) et du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE) ;</li> <li>• à Charlottetown à l'Île-du-Prince-Édouard, participation à la conférence et assemblée générale 2008 de l'Association canadienne des membres des tribunaux d'utilité publique ;</li> <li>• à Montréal, participation à la table ronde sur la compétence en matière de justice participative organisée par le Barreau de Montréal ;</li> <li>• à Dakar au Sénégal, participation à la conférence internationale Dakar 2009 <i>La participation publique en environnement : vers un développement durable par une gouvernance démocratique</i>, organisée conjointement par le BAPE et le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (CVIEPQ).</li> </ul>
2007-2008	<p><b>Nombre et type de délégations étrangères reçues :</b></p> <p>Une délégation du Haut-Commissariat de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal a effectué une mission au Québec afin, notamment, de mieux connaître le cadre qui régit le BAPE de même que ses processus de consultation publique.</p> <p>Une délégation de l'Agence béninoise de l'environnement a également été reçue.</p> <p><b>Nombre et type d'activités avec l'extérieur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à Washington, rencontre avec des représentants de la Banque mondiale concernant la coopération internationale en matière de consultation publique sur l'environnement ;</li> <li>• à Toronto, lors du forum « Sustainable TransForm » organisé conjointement par les ministères de l'Environnement et des Transports de l'Ontario ;</li> <li>• à Santander en Espagne, lors du 3<sup>e</sup> Atelier sur l'eau de la Fondation Marcelio Botín ;</li> <li>• à Genève, lors du colloque du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale et de ses partenaires ayant pour thème « Évaluation environnementale et transports » ;</li> <li>• à Ottawa, rencontre avec des représentants seniors de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, à la suite de la rencontre tenue à Washington avec des représentants de la Banque mondiale.</li> </ul>

<b>2006-2007</b>	<p><b>Nombre et type de délégations étrangères reçues :</b></p> <p>Dans le contexte d'une entente avec la France<sup>6</sup>, deux organismes français de consultation publique, la CNCE et la CNDP, ont effectué trois missions au Québec afin de mieux apprécier les moyens mis en œuvre par le BAPE pour informer le public, en participant aux différentes étapes des consultations publiques.</p> <p><b>Nombre et type d'activités avec l'extérieur :</b></p> <p>Dans le contexte de l'entente de collaboration avec la CNDP et la CNCE, le président du BAPE et le directeur de l'expertise environnementale et de la coordination ont réalisé une mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en France, au cours de laquelle ils ont participé à des rencontres de travail, à deux commissions particulières du débat public et à des permanences d'enquête publique.</li> </ul> <p>Le BAPE a aussi réalisé les deux missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au Vermont avec le Land Use Panel du Natural Resources Board portant sur les commissions d'enquête visant l'environnement ;</li> <li>• au Pays-Bas avec la Commission des Pays-Bas pour l'évaluation des impacts environnementaux afin d'échanger sur le rôle respectif des organismes en matière d'évaluation environnementale.</li> </ul> <p>Enfin, lors de deux rencontres avec le Secrétariat de la convention sur la biodiversité, des présentations sur le rôle respectif des organismes ont eu lieu.</p>
------------------	---

Période	LISTE DES ACTIVITÉS IMPLIQUANT UN VOLET INTERNATIONAL Période 1978-2007
<b>1978-2007</b>	<p>Aucun rapport détaillé pour cette période n'a été réalisé. Cependant, le rayonnement international du BAPE a débuté bien avant 2007. Invité à partager son expertise à l'extérieur du Québec, le BAPE a donné des conférences lors de la tenue de colloques internationaux notamment au Brésil, en Écosse et au Maroc. De plus, plusieurs délégations venant entre autres du Bénin, du Chili, de la France, de la Mauritanie, de la Russie et du Sénégal ont pris connaissance des façons de faire du BAPE et s'inspirent de l'expérience québécoise en matière de consultation publique. À titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les représentants du Bénin ont eu, depuis 1994, de nombreux échanges avec le BAPE. En novembre 2001, l'Agence béninoise pour l'environnement tenait sa première audience publique sur un projet de gestion de déchets, et ce, selon des procédures très similaires à celle du BAPE ;</li> <li>• Au milieu des années 1990, la France a créé la procédure du débat public, fortement inspirée par l'action et les méthodes du BAPE.</li> </ul>

6. En novembre 2003, le BAPE a amorcé des discussions en vue d'établir une entente de collaboration et d'échange d'expertise avec deux organismes de consultation publique de la France (la Commission nationale du débat public – la CNDP, et la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs – la CNCE). Cette entente a reçu l'aval de la 60<sup>e</sup> Commission permanente de coopération franco-québécoise pour les années 2005 et 2006.

## Annexe 2

### Détail des activités réalisées / période 2007 à aujourd'hui

#### Les activités réalisées en 2017-2018<sup>7</sup>

Le BAPE accueille fréquemment des délégations, des organismes ou des personnes qui souhaitent mieux connaître sa mission et ses travaux. Des représentants sud-coréens d'une chaîne de télévision nationale KBS et des membres du Département du Développement durable du gouvernement de la Wallonie ont sollicité un échange dans ce but. Lors de cette dernière visite, les membres de la mission ont rencontré des gens du BAPE pour échanger sur la prise en compte des principes de développement durable dans les travaux de l'organisation. Le BAPE avait été ciblé comme une organisation détenant une solide expertise dans ce domaine

#### Les activités réalisées en 2016-2017<sup>8</sup>

Le BAPE participe régulièrement à des travaux de recherche. Ce fut le cas dans le cadre de l'enquête d'une recherche doctorale sous l'égide de l'Institut Français de Géopolitique/RTE. Cette recherche s'intitulait - Enjeux géopolitiques liés au développement des ouvrages de transport d'électricité dans un contexte de transition énergétique : Comment limiter les oppositions autour des liaisons et postes électriques ? Exemples de mécanismes étrangers innovants.

Le BAPE a aussi accueilli durant cette même année un représentant du Conseil national de l'Alimentation (France) dans le cadre de leur réflexion sur la mise en place du débat public de l'alimentation en France. Les objectifs de la rencontre étaient :

- Comparer les mécanismes de consultation publics et leur origine dans la société québécoise par rapport à la réalité française;
- Définir une méthodologie à privilégier pour lancer le débat public de l'alimentation et identifier les outils les plus adaptés à un tel exercice;
- Identifier les risques.

#### Les activités réalisées en 2015-2016<sup>9</sup>

Le BAPE a accueilli deux cadres marocains de l'Office National de L'Énergie et de l'Eau du Maroc, responsables des évaluations environnementales liées aux installations d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau désirant connaître le processus d'évaluation environnementale québécois incluant le volet consultation publique. Cette visite a eu lieu dans le cadre d'un mandat donné par la FAO : Projet UTF/MOR/042/MOR-Assistance technique au Programme de Développement de l'Alimentation en Eau Potable Rurale et de l'Assainissement- Phase II. Volet Environnement.

---

7. Extraits du Rapport annuel de gestion 2017-2018.

8. Extraits du Rapport annuel de gestion 2016-2017.

9. Extraits du Rapport annuel de gestion 2015-2016.

## Les activités réalisées en 2014-2015<sup>10</sup>

Dans le cadre d'une entente de coopération tripartite signée en 2011-2012 entre le BAPE et deux organismes de la France, la Commission nationale du débat public (CNDP) et la Compagnie nationale des commissaires enquêteurs (CNCE), le président et la vice-présidente de la CNDP ont effectué une mission d'une semaine en avril 2014 pour mieux comprendre les processus de participation publique au Québec. Ils ont eu l'occasion d'assister à une séance de l'audience publique du mandat portant sur Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent. Le BAPE a été invité par la CNDP à participer à une conférence internationale, tenue à Paris en juin 2014 sur le thème « Le citoyen et la décision publique: Enjeux de légitimité et d'efficacité ». Plus précisément, le BAPE a contribué à une table ronde sur les pratiques de participation du public à l'étranger. En marge de ce colloque, diverses rencontres ont été tenues avec la CNDP et la CNCE afin de discuter des moyens et des outils susceptibles d'améliorer les processus de participation publique, notamment en matière d'utilisation des médias sociaux, d'accès à l'information et à la connaissance, de transparence et d'éthique.

Une rencontre a également été tenue avec le directeur général de l'Office international de l'eau sur les types de participation citoyenne qui pourraient contribuer à bonifier les décisions sur la gestion de l'eau.

Le BAPE a reçu des délégations, des organismes ou des personnes qui ont sollicité des rencontres afin de mieux connaître sa mission et ses travaux. Les personnes rencontrées venaient du Burundi, de la France, de la Toscane (Italie), du Kenya, de la Tanzanie et de la Zambie.

## Les activités réalisées en 2013-2014<sup>11</sup>

Le BAPE a reçu des délégations, des organismes ou des personnes provenant de l'étranger, qui ont sollicité des rencontres afin de mieux connaître sa mission et ses travaux. Les personnes rencontrées venaient de l'Alberta, de la Belgique et de la France (Commission sénatoriale du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire, Fondation nationale entreprise et performance).

## Les activités réalisées en 2012-2013<sup>12</sup>

Amorcés en 2010-2011, les travaux du projet de recherche-action portant sur la participation citoyenne en évaluation environnementale dans les pays de l'Afrique francophone se sont poursuivis. Cette recherche donne suite à une recommandation issue d'une conférence, tenue à Dakar en mars 2009, sous le thème *La participation publique en environnement : pour un développement durable par une gouvernance démocratique*. La recherche est conduite en partenariat avec le BAPE, l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), le Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE), l'Université de Montréal et l'Observatoire de l'administration publique. Elle est coordonnée par l'École Nationale d'Administration publique par l'entremise de son Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise.

---

10. Extraits du Rapport annuel de gestion 2014-2015.

11. Extraits du Rapport annuel de gestion 2013-2014.

12. Extraits du Rapport annuel de gestion 2012-2013.



Le BAPE a fait partie des comités scientifique et organisateur du 17<sup>e</sup> Colloque international en évaluation environnementale, organisé par le SIFÉE à Montréal, portant sur *L'évaluation environnementale pour une gestion durable des ressources minières, biologiques et énergétiques*. Il a collaboré également sur le plan scientifique et technique à la 16<sup>e</sup> École d'été en évaluation environnementale organisée à Montréal par l'IEPF et le SIFÉE. Le Colloque et l'École d'été se sont tenus respectivement du 12 au 15 juin et du 17 au 21 juin 2012. La majorité des participants venaient de l'Afrique francophone et de la France.

Le ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur a mis sur pied un comité interministériel pour établir le Plan d'action Afrique du gouvernement du Québec. Le BAPE y participe par l'entremise du secrétaire et directeur général de l'administration et des communications.

Ce Plan vise à assurer, par une action internationale, tant bilatérale que multilatérale, une présence effective du Québec en Afrique et à y approfondir des relations multisectorielles mutuellement bénéfiques pour leurs populations, entreprises et gouvernements respectifs.

Comme par les années passées, le BAPE a reçu des délégations, des organismes ou des personnes qui ont sollicité des rencontres afin de mieux connaître la mission et les travaux du BAPE. Les personnes rencontrées venaient de la Côte d'Ivoire, de l'Inde, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et du Danemark (celle-ci, au cours d'un échange téléphonique).

Le président du BAPE a été également invité par le ministre des Finances de Norvège à un symposium international regroupant des chercheurs, des représentants gouvernementaux et des consultants pour y présenter le BAPE et la considération des principes de développement durable dans les travaux des commissions d'enquête.

### **Les activités réalisées en 2011-2012<sup>13</sup>**

En mai 2011, le BAPE a été invité à participer à une conférence et à une table ronde sur la concertation et la citoyenneté, au 4<sup>e</sup> Congrès de la Compagnie Nationale des Commissaires-Enquêteurs à Bordeaux. Le président du BAPE a profité de cette rencontre pour conclure une entente commune tripartite avec la Compagnie Nationale des Commissaires-Enquêteurs et la Commission nationale du débat public afin de confirmer les échanges que les trois organismes ont mis en place depuis 2003. Cette entente donnera la possibilité aux trois organisations de partager leurs expériences face aux défis respectifs et communs, d'établir un processus d'échange et même de permettre à du personnel professionnel des échanges de part et d'autre de l'Atlantique.

Amorcés en 2010-2011, les travaux du projet de recherche-action portant sur la participation citoyenne en évaluation environnementale dans les pays de l'Afrique francophone se sont poursuivis. Cette recherche donne suite à une recommandation issue d'une conférence tenue à Dakar en mars 2009, sous le thème *La participation publique en environnement : pour un développement durable par une gouvernance démocratique*. La recherche est conduite en partenariat avec le BAPE, l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF), le Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE), l'Université de Montréal et l'Observatoire de l'administration publique. Elle est coordonnée par l'École Nationale d'Administration publique par l'entremise de son Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise.

---

13. Extraits du Rapport annuel de gestion 2011-2012.

Comme par les années passées, le BAPE a reçu des délégations, des organismes ou des personnes qui ont sollicité des rencontres afin de mieux connaître la mission et les travaux du BAPE. Les personnes rencontrées venaient de la France, de l'Algérie, du Bénin, de la Suisse et du Nouveau-Brunswick.

Le président du BAPE a été également formateur invité dans un programme avancé en leadership de l'École de la fonction publique du Canada pour de hauts fonctionnaires de l'administration fédérale.

Par ailleurs, le BAPE fait partie des comités scientifique et organisateur du 17<sup>e</sup> Colloque international en évaluation environnementale, organisé par le SIFÉE à Montréal, portant sur *L'évaluation environnementale pour une gestion durable des ressources minières, biologiques et énergétiques*. Il collabore également sur le plan scientifique et technique à la 16<sup>e</sup> École d'été en évaluation environnementale organisée à Montréal par l'IEPF et le SIFÉE. Le Colloque et l'École d'été se tiendront respectivement du 12 au 15 juin et du 17 au 22 juin 2012.

### **Les activités réalisées en 2010-2011<sup>14</sup>**

En septembre 2010, le BAPE a été invité à donner un atelier de formation portant sur *La consultation publique sur les projets d'aires protégées au Québec* lors de la 14<sup>e</sup> École d'été de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF). Les jours suivants, lors du 15<sup>e</sup> Colloque international du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE), le BAPE a prononcé une conférence sur *La prise en compte des enjeux liés à la biodiversité dans les projets de développement : l'expérience du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement*. Lors de ce colloque, le président du BAPE a aussi animé une plénière réunissant le vice-président de la Commission nationale du débat public en France, le président de la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs en France et le directeur du Bureau d'évaluation environnementale et des études d'impact au ministère de l'Eau, de l'Environnement et de la Lutte contre la désertification du Niger. La plénière visait le partage d'expertise relativement à la participation publique en matière d'évaluation environnementale et de biodiversité.

Profitant de ces événements tenus à Paris, le projet de recherche-action portant sur la participation citoyenne en évaluation environnementale y a été lancé. Cette recherche donne suite à une recommandation issue d'une conférence tenue à Dakar en mars 2009, sous le thème *La participation publique en environnement : pour un développement durable par une gouvernance démocratique*. Elle est coordonnée par l'École nationale d'administration publique (ENAP) par l'entremise de son Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise. La recherche est conduite en partenariat avec le BAPE, l'IEPF, le SIFÉE, l'Université de Montréal et l'Observatoire de l'administration publique. En 2010-2011, quatorze pays ont complété une première grille d'analyse (Bénin, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, République Centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo). Les travaux de collecte d'information et d'analyse se poursuivront en 2011-2012.

Par ailleurs, le président du BAPE a reçu des délégations du Paraguay, de la France et des étudiants africains en stage chez Hydro-Québec. Il a été également formateur invité dans le cadre d'un programme de l'ENAP de formation en développement durable pour décideurs et gestionnaires de pays africains.

---

14 Extraits du Rapport annuel de gestion 2010-2011.

## Les activités réalisées en 2009-2010<sup>15</sup>

Dans les mois qui ont suivi la conférence internationale de Dakar tenue en mars 2009, le BAPE a conclu des ententes dont chacune a fait l'objet d'une signature à titre de *Déclaration commune* avec un ministère et quatre organisations de l'Afrique francophone. Les objectifs de ces déclarations sont, dans un premier temps, d'échanger de l'information sur les mécanismes de participation publique respectifs et, dans un deuxième temps, de développer un projet de collaboration avec chaque organisation signataire en fonction de leurs objectifs et attentes. Lorsque ce projet sera bien défini, il a été convenu que le BAPE et l'organisme feront les démarches nécessaires auprès des bailleurs de fonds nationaux et internationaux pour rechercher le financement nécessaire, attendu que le BAPE ne dispose pas d'un tel financement.

L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ont invité le BAPE à participer en décembre 2009 à un séminaire de sensibilisation à l'intention de membres de la Commission « Coopération et Développement » de l'APF à Lomé au Togo. Le séminaire avait pour objectif de renforcer les capacités des parlementaires à relever les défis relatifs au développement des législations nationales et au contrôle de l'action des gouvernements en plus de susciter une implication de leur part dans la gestion des questions de développement durable. Les échanges ont porté sur les enjeux environnementaux internationaux et les processus en cours dans le cadre des conventions internationales ainsi que sur les outils de gestion durable des ressources naturelles et la démarche de leur intégration dans l'analyse des politiques publiques. L'organisation du BAPE a été présentée de même que sa mission, le contexte et le cadre dans lesquels il intervient de même que ses actions en matière de développement durable.

Par ailleurs, des pourparlers avec deux organismes français ayant pour mission d'informer et de consulter la population ont porté sur les bases d'une coopération dont les objectifs sont de favoriser la participation du public aux processus de décision et d'améliorer l'accessibilité ainsi que la qualité de l'information fournie au public.

## Les activités réalisées en 2008-2009<sup>16</sup>

Appuyée sur des expériences québécoises et africaines en matière de participation publique, en particulier celle du BAPE, la Conférence Dakar 2009 avait pour objectifs :

- de sensibiliser des acteurs clés de l'Afrique francophone sur le renforcement de la gouvernance et l'importance de la participation des citoyens pour l'atteinte d'un développement durable ;
- de susciter une réflexion concernant la mise en place de mécanismes de participation publique en environnement ou la consolidation des processus existants ;
- de renforcer les capacités dans ce domaine par un partage d'expertise dans la perspective d'un développement durable de nos sociétés au profit des générations actuelles et futures.

---

15. Extraits du Rapport annuel de gestion 2009-2010.

16. Extraits du Rapport annuel de gestion 2008-2009

Plus d'une quarantaine de personnes de haut niveau décisionnel ont assisté à cette conférence, représentant quatorze pays de l'Afrique francophone : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Conakry, Liban, Madagascar, Mali, Niger, Togo et Sénégal, le pays hôte de l'évènement. Fait à souligner, les émissions de gaz à effet de serre découlant des activités de la conférence, notamment les déplacements des conférenciers et des participants, ont été compensées en finançant un projet de reboisement de 700 arbres, dans la commune de Joal-Fadiouth, équivalant à plus du double de la production de gaz à effet de serre émis. Une plantation symbolique a d'ailleurs été réalisée le lundi 16 mars 2009 sur le site sélectionné par les autorités sénégalaises situé à quelque 115 km au sud-est de Dakar.

Au regard de la Politique internationale du Québec, la Conférence s'insère dans l'objectif de contribuer à l'effort de solidarité internationale dont la priorité est d'orienter la contribution du Québec en matière d'aide internationale vers la formation des ressources humaines et le développement des capacités de gouvernance. Elle permet également de participer aux travaux de la Francophonie dans deux domaines d'intérêt pour le Québec, soit le développement durable et l'environnement.

En ce qui concerne la 12<sup>e</sup> École d'été de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) et du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE), plus d'une quarantaine de participants de quatorze pays y ont participé. L'École d'été avait pour thème l'application des outils et méthodes d'évaluation environnementale des projets de production et de transport d'énergie électrique. En plus de donner une conférence, un représentant du BAPE a participé à une simulation d'une séance publique d'une commission d'enquête du BAPE dans laquelle il assumait le rôle de président de commission.

## À propos de la Conférence internationale de DAKAR

- Organisée conjointement par le BAPE et le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise (La participation publique en environnement : vers un développement durable par une gouvernance démocratique) ;
- Partenaires financiers : le ministère des Relations internationales du Québec, l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie, l'Agence canadienne de développement internationale ;
- Objectifs : À partir d'expériences québécoises et africaines, en particulier celle du BAPE, la Conférence visait :
  - à sensibiliser des acteurs clés de l'Afrique francophone sur le renforcement de la gouvernance et l'importance de la participation des citoyens pour l'atteinte d'un développement durable ;
  - à susciter une réflexion concernant la mise en place de mécanismes de participation publique en environnement ou la consolidation des processus existants ;
  - à renforcer les capacités dans ce domaine par un partage d'expertise dans la perspective d'un développement durable de nos sociétés au profit des générations actuelles et futures.
- Plus d'une quarantaine de personnes de haut niveau décisionnel ont assisté à cette conférence, représentant 14 pays de l'Afrique francophone : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Conakry, Liban, Madagascar, Mali, Niger, Togo et Sénégal, le pays hôte de l'événement ;
- À souligner : les émissions de gaz à effet de serre découlant des activités de la conférence, notamment les déplacements des conférenciers et des participants, ont été compensées en finançant un projet de reboisement de 700 arbres, dans la commune de Joal-Fadiouth, équivalant à plus du double de la production de gaz à effet de serre émis ;
- Cinq ententes de partage d'information et d'expertise (échange d'information, échange concernant les meilleures pratiques, collaboration concernant la mise en place d'un mécanisme de participation publique en environnement, etc.), dont chacune a fait l'objet d'une signature à titre de *Déclaration commune*, ont été conclues avec un ministère et quatre organisations de l'Afrique francophone :
  - le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie du Burkina Faso ;
  - l'Association burkinabè des commissaires enquêteurs (Burkina Faso) ;
  - l'Organisation pour la défense de l'environnement au Burundi ;
  - l'Aire marine protégée de Joal-Fadiouth (Sénégal) ;
  - l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (Guinée, Mauritanie, Mali et Sénégal).

### **Les activités réalisées en 2007-2008<sup>17</sup>**

Le BAPE travaille actuellement, en collaboration avec le Centre de valorisation internationale de l'expertise publique québécoise, le ministère des Relations internationales et l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie, à présenter un projet à l'Agence canadienne de développement international pour l'organisation d'une conférence auprès des pays africains francophones. Ce projet vise le transfert d'expertise du BAPE en matière de consultation publique et pourrait mener à des collaborations bilatérales par la suite.

### **Les activités réalisées en 2006-2007<sup>18</sup>**

Dans l'entente de collaboration et d'échange d'expertise entre le BAPE et deux organismes de consultation publique de la France, la Commission nationale du débat public (CNDP) et la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE), laquelle a reçu l'aval de la 60<sup>e</sup> Commission permanente de coopération franco-québécoise, le président du BAPE et le directeur de l'expertise environnementale et de la coordination ont réalisé une mission en France. Elle visait à mieux s'appropriier les façons de faire de nos partenaires, en plus de participer à des rencontres de travail, à deux commissions particulières du débat public et à des permanences d'enquête publique. Dans ce même contexte, la CNCE et la CNDP ont effectué trois missions au Québec afin de mieux apprécier les moyens mis en œuvre par le BAPE pour informer le public, en participant aux différentes étapes des consultations publiques.

Le BAPE a aussi participé à des missions au Vermont avec le Land Use Panel du Natural Resources Board portant sur les commissions d'enquête visant l'environnement et au Pays-Bas avec la Commission des Pays-Bas pour l'évaluation des impacts environnementaux afin d'échanger sur le rôle respectif des organismes en matière d'évaluation environnementale.

Finalement, lors de deux rencontres avec le Secrétariat de la convention sur la biodiversité, des présentations sur le rôle respectif des organismes furent réalisées.

---

17. Extraits du Rapport annuel de gestion 2007-2008.

18. Extraits du Rapport annuel de gestion 2006-2007.